

Halte à la criminalité fiscale – démocratiser les banques

Proposition du comité directeur à l'attention de l'assemblée annuelle du 13 et 14 mars à
Berne

5

La crise qui touche actuellement l'économie financière suisse ne tombe pas du ciel : au contraire, elle est le résultat de la politique néo-libérale appliquée dans le monde entier depuis plusieurs années. Le XX^e siècle, époque des compromis de classes historiques et de haute conjoncture, occupe une place particulière dans l'histoire de l'Europe et de la Suisse. Les deux crises pétrolières des années 70 ont mis fin à cette situation, faisant s'effondrer les taux de profit du secteur industriel. La révolution néo-libérale, emmenée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, s'est assurée l'ouverture de nouveaux marchés. La fin du système de Bretton Woods a signifié la naissance d'un capitalisme financier libéralisé et globalisé. L'industrie de la finance a offert aux investisseurs des placements à haut rendement pratiquement sans contrôle étatique. La puissance du capital financier a cru massivement, par rapport à l'économie réelle et au pouvoir politique démocratique. La nouvelle mobilité du capital a accru la concurrence entre les sites d'implantation : les banques ont subitement pu mettre sous pression des États entiers. La crise que nous subissons depuis trois ans met en évidence les conséquences de cette évolution perverse : presque tous les États occidentaux se sont vus contraints de sauver leurs banques à coup de milliards.

25 **Que s'est-il passé ?**

La globalisation néo-libérale passe en particulier par la libéralisation du marché de la finance :

- la suppression internationale des contrôles des flux de capitaux
- la suppression des taux de change fixes
- la création de nouvelles structures financières comme les *hedge funds*
- le développement incessant de nouveaux produits financiers (produits dérivés, COD)
- la disparition du contrôle étatique sur les acteurs du marché financier

35

Les programmes politiques néo-libéraux ont eu pour conséquence, tant au niveau international qu'au sein des États, l'accroissement des inégalités : entre Nord et Sud, riches et pauvres, revenus du capital et revenus du travail... Aujourd'hui, 10% de la population mondiale possède 85% de la fortune totale ; en Suisse, les 10% les plus riches détiennent 73% de la fortune du pays. Cette évolution conduit à une concentration massive du capital dans les mains de quelques-uns, tandis que les petits et moyens revenus perdent leur pouvoir d'achat. Cette situation rend les marchés financiers encore plus attractifs, et le cycle se poursuit. Ce phénomène de concentration aboutit nécessairement à une « crise de suraccumulation », que nous subissons en ce moment.

45

La finalité de la finance était initialement d'être au service de l'économie réelle ; aujourd'hui, la situation s'est retournée, et l'économie financière impose sa vision à court terme à tous les acteurs du marché. La nouvelle puissance du capital accentue la concurrence entre les lieux d'implantation et met sous pression les travailleurs et les démocraties du monde entier. La politique néo-libérale a conduit à une véritable liquidation de l'État au profit de l'économie privée. Par exemple, de grandes parts du

50

secteur de la prévoyance publique sont mis au service des marchés financier (caisses de pensions, assurances-vie privées, etc.). Avec la complicité des partis bourgeois corrompus, les prérogatives et la suprématie de l'Etat démocratique sont vendues, pièce par pièce, aux détenteurs du capital.

5

Le capitalisme est le problème

10 En Suisse, la réorientation néo-libérale des banques s'est faite plus tard qu'ailleurs : les idées de « Shareholder-Value » (maximisation des profits des actionnaires) ne se sont diffusées dans les entreprises suisses qu'au début des années 90. Le résultat reste pourtant le même, et les banques sont devenues aujourd'hui une menace pour la stabilité économique et la démocratie. De plus, elles sont parties prenantes d'une énorme

15 machinerie de redistribution des richesses. Une part toujours plus importante de la richesse produite ne finit pas dans le porte-monnaie des salarié-e-s, mais est convertie en plus-value ou est dispersée sous forme de dividendes.

Cette évolution est une conséquence de la logique capitaliste. Les banques et leurs managers sont contraints par la concurrence internationale à faire des affaires toujours plus profitables, mais aussi plus risquées. Les actionnaires exigent de la plus-value et des

20 dividendes. La concurrence entre les banques conduit à une croissance sans limitations écologiques ou sociales. Le débat actuel sur les bonus et la réforme des marchés financiers ne sont que des discussions de façade.

25 Spécialement pervers : le secret bancaire

Le secret bancaire suisse et la distinction hypocrite faite entre soustraction et évation fiscale illustrent très bien les absurdités d'un système uniquement axé sur le profit. Cette distinction légale a avant tout permis aux despotes du monde entier et aux fraudeurs

30 fiscaux de cacher leur argent en Suisse. Des dictateurs comme Hitler, Mobutu (Zaire), Marcos (Philippines), Montesinos (Pérou), Duvalier (Haïti), Charles Taylor (Libéria), Kim Jong-il (Corée du Nord) ou encore le régime sud-africain du temps de l'apartheid sont autant de clients recommandables qui ont su apprécier la « discrétion » des banques suisses.

35 Dans leurs coffres sont stockés plus de 860 milliards de francs venus des pays européens. Des études évaluent qu'environ 20% de cette somme est soumise à des impôts dans leur pays d'origine. Il n'est dès lors pas étonnant que des pays comme l'Allemagne, la France ou le Canada en soient réduits à prendre des mesures drastiques d'austérité en temps de crise. Les chiffres sont également effrayants pour la Suisse : plus

40 de 10 milliards de francs suisses sont dissimulés chaque années par des criminels fiscaux superriches. Dans les deux cas, c'est toujours à la majorité de la population de payer les pots cassés.

45 L'arnaque bancaire

L'enrichissement personnel éhonté des managers et des actionnaires n'épargne pas le milieu des banques, au contraire. Une part toujours plus importante des profits sont reversés aux managers et aux cadres sous la forme de salaires exorbitants. [Zahlen] Ni

50 l'initiative Minder, ni la révision du droit des actionnaires en cours ne pourront résoudre ce problème. La seule solution pour changer les choses est l'initiative 1:12 de la JS Suisse !

En finir avec des dogmes néo-libéraux

5 Par le passé, la gauche n'a souvent pas osé critiquer ouvertement la place financière. L'idée reçue selon laquelle critiquer les banques suisses menace le bien-être du pays était trop présente dans nos têtes. C'est pourtant fondamentalement faux : les chiffres fantaisistes avancées par l'Association suisse des banquiers sur l'importance de la place financière pour l'économie suisse sont largement exagérés. Si, il y a quelques années, les
10 banques produisaient plus de 12% du PIB, ce chiffre est revenu à 6% aujourd'hui. La place financière suisse est attractive car le pays peut faire valoir une stabilité politique exceptionnelle. Si quelqu'un doit remercier ici quelqu'un d'autre, c'est donc plutôt aux banques de remercier la population !

15

La JS Suisse exige la fin de la dictature des banques. Concrètement :

- Les conventions de double imposition avec les riches pays occidentaux ne suffisent pas : il faut supprimer le secret bancaire ! Nous exigeons une politique
20 nationale d'argent propre. L'argent des dictateurs ou celui des criminels fiscaux ne doit plus pouvoir trouver refuge dans les coffres suisses.
- La justice ne doit pas ménager les criminels fiscaux. Pour tous les clients, suisses ou étrangers, la soustraction fiscale qualifiée doit être traitée comme l'évasion fiscale, et poursuivie de manière plus active.
- 25 - Les marchés financiers internationaux doivent être régulés de manière stricte. De nouveaux produits financiers ne devraient être introduits que s'il apportent quelque chose à l'économie réelle. Nous exigeons un organe de contrôle des marchés (par ex., un « organe de surveillance technique ») efficace, au contraire de la FINMA actuelle, et une taxe sur les transactions financières.
- 30 - Le problème doit être attaqué à la racine : toutes les banques – excepté les banques coopératives existantes – doivent être socialisées. Les discussion sur la taille des banques (« to big to fail ») ne vont pas assez loin et, surtout, ne mènent nulle part. Les banques ne retrouveront leur fonction économique première que si elles sont propriété de la collectivité.

35